

SNUTER - FSU



MOTION D'ACTUALITE

Le secrétariat national du SNUTER FSU réuni à Paris le 13 mai 2016, tient à réaffirmer son opposition au projet de loi Travail du gouvernement

Ce projet de loi, par notamment l'inversion de la hiérarchie des normes et l'abandon du principe de faveur, est une machine de guerre, un véritable cheval de Troie contre les droits sociaux des salariées.

Les salarié-es, les jeunes, les privé-es emploi, les retraité-es sont mobilisés depuis plus de 2 mois pour **exiger le retrait de ce projet de loi et l'obtention de nouveaux droits**. L'opinion publique est très massivement opposée au contenu de ce texte.

Pour les jeunes générations, le signal est ainsi donné de l'accroissement des inégalités, de la précarité et de la pauvreté. C'est aussi une difficulté plus grande à acquérir leur autonomie.

Le passage en force à l'Assemblée nationale par l'utilisation de l'article 49 alinéa 3 de la constitution démontre s'il en était besoin l'acharnement de ce gouvernement à mettre en œuvre une politique de régression sociale au service du MEDEF.

Le SNUTER-FSU appelle à participer massivement aux mobilisations unitaires des 17 et 19 mai 2016 pour obtenir le retrait de cette loi.

Dans le même temps le SNUTER FSU alerte également les agents de la fonction publique territoriale sur les programmes politiques de plusieurs postulants à l'élection présidentielle de 2017 rivalisant de propositions inacceptables, dangereuses et scandaleuses : suppression du statut général, suppression de centaines de milliers d'emploi, dénonciation de l'augmentation du point d'indice, recours systématique au contrat, autant de menaces qui planent sur les personnels dans nos différentes collectivités. La situation actuelle des agents publics dans les territoires étant déjà très préoccupante.

Le SNUTER-FSU lutte et luttera contre toute politique faisant des fonctionnaires territoriaux les boucs émissaires d'une situation économique et sociale dont les responsables sont uniquement les politiques libérales mises en œuvre.

La défense des services publics, des agents et leurs conditions d'emploi demeure un des axes prioritaires du SNUTER-FSU.